



CECI

RAPPORT
ANNUEL
2006

CENTRE CANADIEN D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE



CECI

La mission du **CECI** est de combattre la pauvreté et l'exclusion. À cette fin, le **CECI** « renforce les capacités de développement des communautés défavorisées ; il appuie des initiatives de paix, de droits humains et d'équité ; il mobilise des ressources et favorise l'échange de savoir-faire. »



COORDINATION Carine Guidicelli, Myriam Fehmiu

RÉDACTION Anne-Marie Brunelle

PHOTOS DE COUVERTURES Myriam Fehmiu (C1), Thérèse Bouchard (C4)

GRAPHISME Alain Thérooux Design

IMPRESSION Rollad Média / L'Empreinte

TIRAGE 2 500

Imprimé au Canada • ♻️ 20 % de fibres postconsommation

Ce rapport est aussi publié en anglais et en espagnol.

© 2006 CECI (Tous droits réservés)



© Marcel Mueller foto - dirxions.com

02

**PEUPLES
MOBILISÉS;
GARANTS DE
DÉMOCRATIE ET DE
DÉVELOPPEMENT**

06

**AFRIQUE
VIH/SIDA :
CHANGER
LES PRATIQUES**

14

**ASIE
TADJIKISTAN :
AGRICULTURE
OUTIL DE
DÉVELOPPEMENT**

20

**AMÉRIQUES
DE NOUVELLES
INITIATIVES
ÉCONOMIQUES
ÉMERGENTES**

23

**HAÏTI
CONCERTATION
ET DÉMOCRATIE
RENOUVELÉES**

↑ EN AFRIQUE, LA MOITIÉ DE LA POPULATION A MOINS DE 25 ANS. LES DÉFIS SONT GRANDS, MAIS LES PEUPLES SE MOBILISENT POUR LA JEUNESSE ET SON AVENIR : EN ÉDUCATION NON FORMELLE AU NIGER, AUPRÈS DES ORPHELINS DU SIDA AU BURKINA FASO OU ENCORE À LA DÉFENSE DES DROITS DES ENFANTS DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS AFRICAINS.

26

**SOLIDARITÉ CANADIENNE
EN ACTION**

32

**RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
ÉTATS FINANCIERS
NOTES COMPLÉMENTAIRES**



© Photo Pierre Bélangier



L'ÉDITORIAL DU PRÉSIDENT
ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

PEUPLES MOBILISÉS; GARANTS DE DÉMOCRATIE ET DE DÉVELOPPEMENT

PARIS, LE 2 MARS 2005

Les pays donateurs, les agences multilatérales et des pays en développement signent une déclaration sur l'efficacité de l'aide internationale. La Déclaration de Paris est un pas majeur de la communauté internationale pour réformer les modalités de l'aide et réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

« Nous reconnaissons que si l'atteinte de ces objectifs suppose un accroissement des volumes d'aide... une augmentation significative de l'efficacité de l'aide est également nécessaire. » — DÉCLARATION DE PARIS

Le Canada est au nombre des 93 signataires qui se sont engagés à respecter cinq principes d'efficacité de l'aide : prise en charge du développement par les pays recevant l'aide ; alignement sur les stratégies, les procédures et les institutions de ces pays ; harmonisation et simplification des mécanismes d'aide ; gestion axée sur les résultats ; imputabilité conjointe en regard de ces résultats.

Alors que les pays en développement prennent la résolution de renforcer leur gouvernance, les donateurs prévoient accroître d'ici 2010 le déliement de l'aide, le support budgétaire aux gouvernements des pays en développement, l'investissement dans les programmes sectoriels nationaux (telles la santé ou l'éducation). ➔

← MARS 2006 — LORS DE VISITES DES PROJETS AU VIETNAM ET AU NÉPAL, PIERRE RACICOT, PRÉSIDENT DU CECI ET PIERRE BÉLANGER, ADMINISTRATEUR, ONT PU CONSTATER LE DYNAMISME DE CES COMMUNAUTÉS.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) est déjà bien engagée dans cette voie avec plus de 2 milliards \$ d'investissement prévu, selon le Conseil Canadien de la Coopération Internationale (CCCI).

FAUT-IL SE FÉLICITER DE CETTE AVANCÉE ?

Oui et non. Le CECI souscrit entièrement aux principes d'efficacité de l'aide. Mais nous partageons les inquiétudes de la communauté des organisations non gouvernementales (ONG) sur les lacunes de la Déclaration de Paris à l'égard de la vision du développement et du rôle de la société civile. Les ONG sont d'accord pour aligner l'aide sur les plans de lutte contre la pauvreté des pays en développement, à la condition que la vision économique et les priorités sociales qui sous-tendent ces plans soient l'expression des choix démocratiques de la population et non des conditions imposées par les institutions financières internationales.

La Déclaration de Paris fait l'impasse sur la société civile. C'est une vision de coopération entre gouvernements.

Comment peut-on accroître l'efficacité de l'aide sans tenir compte de tous les acteurs du développement? La société civile joue plusieurs rôles indispensables qu'il faut reconnaître et renforcer.

Lors des travaux conjoints du CCCI et de l'ACDI sur le partenariat en mai 2006, il a été dit que c'était une façon pour les citoyens et citoyennes de participer et de faire entendre leurs voix de manière organisée et indépendante. La multiplication des associations civiles, allant des groupements de base au niveau local aux grands mouvements sociaux à l'échelle mondiale, reflète la diversité des valeurs et des intérêts de la population.

Une société civile forte contribue à la démocratie en stimulant le débat sur les politiques publiques, en surveillant la performance du gouvernement, en protégeant les droits, en prenant le relais de l'État dans les pays en crise. Les organisations civiles ont une grande capacité de mobiliser des ressources et de livrer des services de proximité à la population, souvent en prenant des risques et en innovant. →

« Les gouvernements africains sont plus imputables aux étrangers qu'à leurs propres citoyens... Les processus de décisions économiques sont sortis des parlements. L'appropriation locale du développement ne sera possible que lorsque les modèles macro-économiques dominants pourront s'ouvrir et que les décisions économiques reviendront aux parlements. »

— MUTHONI WANYEKI, FEMNET, KENYA

Le CECI pense, comme d'autres, que l'alignement étroit sur les modalités de la Déclaration de Paris constitue une menace pour la contribution de la société civile au développement. Il y a risque de transformer les organisations civiles en agences d'exécution de services au détriment de leurs fonctions citoyennes. Il y a risque de trop standardiser les modalités d'aide au prix de nuire à l'innovation et à la participation. La voie unique du partenariat entre les gouvernements est un recul pour les liens directs de solidarité entre les populations. C'est ainsi qu'au Canada, certains craignent la marginalisation des ONG dont la participation est passée depuis 5 ans de 28,5 % à 18,5 % des budgets de l'ACDI, selon le CCCL.

UN AUTRE AGENDA POUR L'EFFICACITÉ DE L'AIDE

Le CECI pense que l'efficacité de l'aide ne peut se réduire aux questions de transferts d'argent entre gouvernements car le développement est un processus de transformation sociale qui résulte de l'apport de toutes les composantes d'une société.

Le CECI constate sur le terrain que la vitalité et la diversité de l'engagement civil sont souvent de meilleurs gages de résultats que l'action gouvernementale. Dans les communautés défavorisées où le soutien de l'Etat est souvent insuffisant et l'investissement privé presque inexistant, le CECI tisse des partenariats avec les organisations que les gens se sont données pour assurer leur propre développement.

C'est ainsi que des organisations comme la plate-forme du Commerce Équitable au Guatemala, les entreprises et les réseaux de l'économie sociale en Afrique de l'Ouest, les

fermes collectives de producteurs de coton au Tadjikistan s'activent, avec l'appui du CECI, à sauver les emplois et les revenus menacés par la globalisation de l'économie. En Haïti, au Népal, au Burkina Faso et ailleurs, des associations communautaires, des ONG et des groupes de femmes, partenaires du CECI, mettent en place des services de santé de base, de prévention du SIDA, d'alphabétisation, de secours d'urgence et de protection des droits pour les plus vulnérables.

Des centaines de volontaires du Canada et du Sud se sont engagés avec le CECI et ses partenaires dans des missions et des échanges visant le partage des compétences et le renforcement des capacités des organisations de la société civile en faveur d'un développement plus solidaire. D'autres bénévoles, toujours plus nombreux, s'impliquent dans notre vie associative, dans nos campagnes de sensibilisation et dans nos collectes de fonds auprès du public.

Tous ces efforts portent fruit, comme le Conseil d'administration du CECI a pu s'en assurer lors d'une récente mission de suivi en Asie et dans son travail de représentation au Canada. Nous entendons militer pour préserver cette coopération directe entre les peuples et la participation de la société civile dans l'aide internationale. ■



PRÉSIDENT
PIERRE RACICOT



DIRECTEUR GÉNÉRAL
MICHEL CHAURETTE

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : **RAYMOND BATRIE, CHRISTIANE BEAULIEU, PIERRE BÉLANGER, MICHEL BÉLISLE, CHANTAL HAVARD, MICHÈLE JODOÏN, GISÈLE LEDUC, NANCY NEAMTAN, PIERRE PICHETTE, PIERRE RACICOT, JEAN-FRANÇOIS SIMARD, FRANÇOIS VITEZ.**



© Photo Myriam Fehmiu

AFRIQUE

PAR DES PROJETS SUR LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ, L'AGRICULTURE, L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, LA SOCIÉTÉ CIVILE AFRICAINE S'ORGANISE ET PARTICIPE AUX CHANGEMENTS SUR LE CONTINENT.



↑ LES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS REPRÉSENTENT PRÈS DE 50% DES CHÔMEURS EN AFRIQUE DE L'OUEST, ALORS QU'ILS CONSTITUENT 35% DE LA MAIN-D'ŒUVRE ACTIVE.



BURKINA FASO
BURUNDI
RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
MALI
NIGER
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
RWANDA
SÉNÉGAL

- 12 GRANDS PROJETS EN 2005-2006
- 89 EMPLOYÉ-E-S NATIONAUX, AVEC EN MOYENNE 10 ANS D'EXPÉRIENCE AU SERVICE DU CECI
- 119 VOLONTAIRES UNITERRA NORD-SUD
- 38 VOLONTAIRES UNITERRA SUD-NORD ET SUD-SUD

Au Burkina Faso, le CECI a conduit avec ses partenaires un projet de sensibilisation et d'éducation sur les infections sexuellement transmissibles (IST) et le VIH/SIDA. Ce projet était destiné aux orpailleurs, qui vivent de la cueillette artisanale de l'or, et aux personnes qui habitent autour des sites aurifères. « Ce sont des milieux à haut risque. Les sites aurifères sont des lieux de brassage, des milieux enclavés où se déroule une foule d'activités économiques et sociales, dont la prostitution. Toutes les femmes y sont particulièrement vulnérables », explique **Adama Ouédraogo**, directeur du CECI au Burkina Faso, nouvellement décoré Chevalier de l'Ordre du mérite pour souligner les 20 ans du CECI dans ce pays.

D'une durée de 18 mois et se terminant en juin 2006, le projet avait donc pour objectifs d'augmenter la fréquentation des formations sanitaires et de promouvoir le dépistage volontaire et l'utilisation du condom. Il s'est déployé sur dix sites aurifères répartis dans quatre régions du Burkina Faso. Selon M. Ouédraogo, ce projet a démontré la nécessité d'adapter les façons de faire aux réalités très concrètes des populations. « Par exemple, toutes nos activités se tenaient de 19 h à minuit, car les orpailleurs travaillent la nuit et se reposent durant la journée. », souligne M. Ouédraogo. Les activités de sensibilisation doivent aussi être spécifiquement élaborées à partir des besoins des populations. →

CECI — AFRIQUE

DIRECTION AFRIQUE — SÉNÉGAL

Philippe Jean, directeur régional
philippej@ceci.ca

Amadou Bah, directeur régional adjoint
amadoub@ceci.ca

SÉNÉGAL

Babacar Guèye, directeur

babacarg@ceci.ca

Boulevard du Sud, Point E

B.P. 6112

Dakar

T (221) 8.25.64.14

F (221) 8.25.32.38

BURKINA FASO

Adama Ouédraogo, directeur

adamao@ceci.ca

01 B.P. 3440

Ouagadougou

T (226) 50.36.29.92

F (226) 50.36.07.52

GUINÉE, RÉPUBLIQUE DE

Dian Diallo, directeur

dian@ceci.ca

B.P. 1385

Conakry

T (224) 60.22.06.74 et (224) 64.20.19.38

CELL (224) 60.21.63.01

MALI

Al Assane Sanogo, directeur

alassanes@ceci.ca

Hamdalaye ACI 2000

Bamako, Mali

B.P. 109

Rue 284, porte 237

T (223) 229.48.44 et (223) 675.71.30

F (223) 490.03.92

NIGER

Youssoufou Ahmadou Tidjani

Directeur

ahmadouy@ceci.ca

122, avenue du Mounio (IB-069)

Quartier Issa Beri, Commune II

B.P. 889

Niamey

T (227) 20.75.31.02

F (227) 20.75.24.41

GRANDS LACS AFRICAINS

BURUNDI

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

RWANDA

Jovithe Mukaziya, coordonnatrice

du projet Action citoyenne pour la paix

cecirwa@rwanda1.com

2, rue Ntaruka, Quartier Kiyovu

B.P. 532

Kigali, Rwanda

T & F (250) 57.60.18

CELL (250) 08.530.424

« Pour rejoindre les orpailleurs, nous avons constaté que le théâtre-forum était très efficace alors que dans d'autres cas, la radio ou la formation en petit groupe représentent le meilleur moyen. Nous ne pouvions arriver n'importe comment sur un site, un milieu assez austère et agressif où les gens ne sont là que pour gagner des sous. Il fallait gagner leur confiance », dit-il.

Les activités de sensibilisation ont aussi pris la forme de projections de films, de débats-causeries et de campagnes de dépistage. « Nous avons remarqué que les femmes étaient plus difficiles à rejoindre, plus précisément encore dans le cas des travailleuses du sexe. C'est pourquoi des activités spéciales étaient prévues pour elles. », dit M. Ouédraogo.

Dans les régions concernées par le projet, les orpailleurs représentent 43 % des personnes atteintes d'IST et du VIH/SIDA.

Pour contrer les effets de la mobilité des travailleurs et le fait que les sites sont situés dans des localités très reculées, des « hangars » de consultation ont été dressés afin d'assurer des soins de proximité. « Une formule gagnante sans nul doute. Trop souvent, les orpailleurs consultent seulement quand la maladie les a tellement affaiblis qu'ils ne peuvent plus travailler », ajoute M. Ouédraogo.

Compte tenu des échéances relativement serrées du projet, l'enjeu était d'assurer la pérennité des effets de cette initiative dans les changements de comportement. Les promoteurs ont misé sur la mobilisation et le renforcement des structures locales et communautaires, comme les bureaux d'orpailleurs présents sur chacun des sites, qui pourront prendre le relais.

Il s'agissait aussi de permettre aux formations sanitaires de s'outiller pour fournir des services de prévention, de dépistage et de soins. « Nous avons opté pour des mesures concrètes comme la formation des intervenants sanitaires et la dotation de médicaments. Et comme les orpailleurs se déplacent de site en site, nous devons aussi accorder beaucoup d'importance à la sensibilisation par les pairs, c'est-à-dire les orpailleurs entre eux », conclut le directeur burkinabé. ■

« Il est possible de récupérer les armes légères, même en période de conflits. Il faut désarmer les esprits! Et ça passe par des initiatives locales menées par les communautés elles-mêmes. »

— CHRISTIANE AGBOTON-JOHNSON

COORDONNATRICE DU MOUVEMENT
CONTRE LES ARMES LÉGÈRES EN AFRIQUE
DE L'OUEST.



↑ SAMBA BARRY, CONSEILLER TECHNIQUE DE
L'ÉQUIPE DU PROJET PSR-ALPC (GUINÉE-BISSAU).

DÉSARMER LES ESPRITS

D'une durée de deux ans, le Projet sous-régional sur la circulation illicite des armes légères et de petit calibre (PSR-ALPC) est coordonné par le CECI et OXFAM-UK. Il s'appuie sur un travail concerté entre des instances nationales, régionales et locales dans des régions frontalières de la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau et du Sénégal.

En février 2006, une visite d'échange au Mali a constitué un moment fort de l'année. En plus de renforcer les liens entre les partenaires du projet, elle a permis aux délégués des quatre pays d'apprendre et de s'inspirer des travaux de la Commission nationale de lutte contre les armes légères et de petit calibre du Mali. « Elle a été un déclencheur, notamment sur l'importance de la participation des femmes dans toutes les dimensions du projet », explique **Suzanne Dumouchel**, chargée de projets Afrique. « Au début, les femmes avaient le sentiment que la question des armes ne les concernait pas. Les activités de formation et d'échanges étaient très importantes. »

La sensibilisation a pris différentes formes, allant de l'organisation au Sénégal d'une randonnée de 200 cyclistes qui ont sillonné une dizaine de villages à la mise en ondes de deux émissions de radio interactives en Gambie.

« Déjà, les séances d'information portent fruit. L'étape de la remise volontaire des armes n'était pas encore entamée, mais des gens ont commencé à le faire », explique avec enthousiasme M^{me} Dumouchel. « La prochaine année sera consacrée aux activités de sensibilisation, à l'organisation de la remise volontaires des armes et à la mise en marche de projets de développement. » ■

UN ENJEU PLANÉTAIRE

On compte 640 millions d'armes légères et de petit calibre dans le monde aujourd'hui. Quelque 8 millions d'armes supplémentaires sont produites annuellement. La lutte contre la circulation illicite des armes est un enjeu très actuel. Alors qu'au Canada, on a assoupli le registre des armes à feu, elle est l'une des priorités de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

En juillet 2006, les organisations participantes au PSR-ALPC ont pu échanger sur les stratégies élaborées lors de la rencontre de New York sur le Plan

d'action des Nations Unies sur les armes légères. « Le rôle vital de la société civile dans la contribution à la lutte contre le commerce illicite des armes légères est maintenant bien reconnu. Elle apporte son expertise, ses réseaux de communication et sa passion. Les ONG jouent un rôle essentiel en encourageant les gouvernements à mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre du Programme d'action de 2001 relatif aux armes légères », a déclaré Kofi Annan, le Secrétaire général de l'ONU à l'ouverture de la conférence de New York.

TRAVAILLER ENSEMBLE POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE

Démarré en 2002, le projet Action citoyenne pour la paix (ACIPA) a soutenu 89 projets dans les régions des Grands Lacs africains : le Burundi, le Rwanda et les provinces du Nord et du Sud Kivu en République démocratique du Congo.

« ACIPA a offert un cadre qui a permis à des organisations de la société civile de jouer plus efficacement leur rôle dans la construction de la paix et de la démocratie dans la région », explique **Suzanne Dumouchel**, chargée de projets Afrique au CECI.

Par la sensibilisation aux valeurs démocratiques et au respect des droits humains, ces différentes initiatives ont généré la mise en place de mécanismes de dialogue, de médiation et de résolution des conflits pris en charge par les populations.

ACIPA a aussi établi différents cadres d'échange et de concertation régionaux, comme des rencontres d'analyse, des formations en commun, des rencontres régionales autour d'une thématique décidée par les partenaires, des échanges d'informations. Les organisations de la société civile ont appris à se connaître et à travailler ensemble.

Ces nouvelles affinités ont permis aux organisations de mener, surtout au cours des deux dernières années, des actions communes aux niveaux régional et national. La synergie entre les organisations représente certainement un des aspects les plus durables et prometteurs d'ACIPA.

Initialement de 4 ans, le projet a été prolongé d'une année pour appuyer la participation des partenaires au processus de la Conférence Internationale pour la paix dans

les Grands Lacs (CIRGL), initié par les Nations Unies et l'Union Africaine.

Philippe Jean, directeur du CECI pour l'Afrique, en témoigne : « J'ai assisté, en juin 2006, à la 3^e rencontre des organisations de la société civile de la région des Grands Lacs, qui réunissait une centaine de représentants de différentes ONG. Ces organisations travaillent ensemble un plan d'action et des propositions pour la CIRGL. Cette collaboration, pratiquement inimaginable il y a quelques années, a mené à la mise sur pied de comités nationaux qui œuvrent à la Dynamique de la société civile sur l'action commune, la DYSCAC. Il s'agit certainement de l'une des grandes retombées du projet ACIPA. »

Ainsi, malgré des réalités et des contextes propres à chaque pays, les représentants arrivent à des consensus sur des enjeux qui concernent la gouvernance, la paix et la sécurité ou encore le développement économique de la région. « Les partenaires du projet ACIPA ont amélioré leurs capacités d'intervention et leur fonction de porte-parole des populations pour faire du plaidoyer et du lobbying de façon concertée et collective », renchérit Suzanne Dumouchel.

Les projets développés dans ACIPA, ont impliqué, selon les activités, de 60 à 100 organisations, dont plusieurs groupes de femmes. Ils ont influencé les décisions des autorités et changé les dynamiques locales et régionales, contribuant d'autant à la construction d'une société civile plus solide, plus représentative et mieux préparée à contribuer activement à un développement pacifique et respectueux des droits humains dans la région des Grands Lacs africains. ■

© Photo Myriam Fehmiu



↑ L'ÉDUCATION EST UN OUTIL DE PREMIER PLAN POUR ASSURER LA PARTICIPATION CIVIQUE, L'ÉGALITÉ ET LE RESPECT DES DROITS HUMAINS. LES PARTENAIRES DU CECI EN AFRIQUE Y TRAVAILLENT ACTIVEMENT.

DES ACTIONS CONCRÈTES POUR LA PAIX

Les projets appuyés par ACIPA se sont élaborés sur différents thèmes, portant notamment sur le fonctionnement démocratique des organisations et sur la place des femmes et des jeunes dans le développement des communautés. Leurs résultats sont bien concrets.

Au Sud Kivu en RDC, par exemple, le comité des femmes de Kiliba a organisé quatre marches de protestation contre la destruction de leurs champs par les militaires. Chaque marche était appuyée par un dialogue avec les autorités politico-militaires. On y note une augmentation des initiatives et de la parti-

icipation des femmes aux structures locales et régionales de résolution des conflits.

L'Association de la Jeunesse pour la promotion des Droits de l'Homme et du Développement au Rwanda a consolidé son fonctionnement démocratique et s'est vu assigner la tâche d'impliquer les jeunes dans la lutte contre la pauvreté dans la région, entre autres par un projet de Forum régional des jeunes.

Au Burundi, l'obtention du quota de 30% de femmes dans les instances de prise de décisions résulte de la ténacité du Réseau Femmes et Paix.



RÉUNIS SOUS LE THÈME **LE POUVOIR D'AGIR DES PEUPLES**, LES MILITANTS ET MILITANTES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE RÉCLAMENT UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE AU SERVICE DES PERSONNES ET DES COMMUNAUTÉS.

DAKAR 2005

En novembre 2005, près d'un millier de personnes étaient réunies à Dakar, au Sénégal, pour la tenue de la 3^e Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité, organisée par le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire.

Uniterra a contribué grandement au succès de la rencontre, en favorisant notamment la participation de représentants d'organisations

et de réseaux canadiens, africains et asiatiques. « Ces rencontres sont des occasions uniques pour l'établissement de partenariats entre des organisations qui œuvrent dans les mêmes secteurs d'activités. Réunir les décideurs, les têtes de réseau, accélère le processus », dit **Sylvain Matte**, directeur d'Uniterra. Il ajoute que les effets mobilisateurs du réseautage s'effectuaient déjà à l'intérieur même de la délégation →



© Photo Lucie Gauthier, Sahara Communications

← **NIGER 2005** — LES FEMMES REPRÉSENTENT PRÈS DE 70 % DES PERSONNES QUI VIVENT AVEC MOINS DE 1 DOLLAR PAR JOUR DANS LE MONDE. ELLES SONT PARTIE INTÉGRANTE DES CHANGEMENTS SOCIAUX, POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES POUR UN MONDE PLUS JUSTE.

d'Uniterra, qui regroupait notamment des représentants des principaux réseaux de l'économie sociale canadiens et québécois, le Groupe d'économie solidaire du Québec et le Réseau canadien de développement économique communautaire, en plus d'une vingtaine de jeunes leaders provenant de 20 organisations canadiennes.

Le séminaire professionnel, qui s'est tenu durant les trois jours précédant l'ouverture de la Rencontre, a permis des rencontres importantes entre les partenaires d'Uniterra. « C'est à ce moment qu'on a réuni les représentants canadiens et du Sud lors d'ateliers de réseautage où les gens pouvaient échanger sur leurs pratiques et leurs projets, en plus de visiter des projets sénégalais d'économie solidaire », raconte M. Matte. « À Dakar, de nouveaux réseaux, comme le réseau LEAD qui travaille en développement durable, se sont joints aux organisations de l'économie sociale. Ces nouveaux contacts enrichissent les discussions et les débats. »

Les retombées de ce projet sont nombreuses, sous la forme de nouvelles collaborations, comme celles entre un groupe d'artisans du Niger et l'école de joaillerie de Québec ou entre la Fédération des associations de santé communautaire du Mali et le Regroupement québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire ou le partenariat développé entre l'Association québécoise des Centres de la petite enfance et une garderie communautaire du Sénégal, mais aussi dans les témoignages au retour des participants canadiens qui ont pu constater la richesse, trop souvent méconnue, des expériences et réalisations du Sud. « Elles rejaillissent même sur des gens qui n'étaient pas là, parce que des participants les ont mis en contact », poursuit-il.

Un des grands acquis de Dakar 2005 est aussi la participation des organisations africaines au mouvement mondial en faveur de l'économie sociale et solidaire. « En plus de l'action à la base avec les communautés, cet appui à des interventions au plan politique est un volet important pour Uniterra », ajoute M. Matte. Pour la prochaine année, Uniterra continuera de soutenir les réseaux d'économie sociale et solidaire en Afrique et l'émergence d'un réseau similaire en Asie. ■



JOANA MÉTHOT VOLONTAIRE UNITERRA AU SÉNÉGAL

Joana est arrivée à Dakar en novembre 2005 pour un mandat d'une année. « J'étais déjà allée à Madagascar pour un stage d'une courte période en 1997. J'ai eu la piquûre. »

Elle est agente de communication au Réseau international et solidaire d'opérateurs et d'acteurs en alphabétisation (RISOA), qui regroupe plusieurs pays dont le Sénégal, le Togo et le Maroc. « Nous favorisons les échanges et le transfert d'expériences à l'aide, entre autres, de rencontres internationales. Ma première conférence a eu lieu au Maroc en mars dernier et elle réunissait plus de 70 personnes provenant de six pays. Une expérience formidable, au-delà de mes attentes. La prochaine rencontre se tiendra probablement au Togo en septembre 2006 », explique-t-elle avec enthousiasme.

Joana s'occupe du bulletin électronique du RISOA et travaille à la mise en ligne d'un blogue. « Ce sont des outils de communication moins dispendieux et plus adaptés. Mon travail consiste à contribuer à la création d'un sentiment d'appartenance au réseau et à démontrer les retombées positives du réseautage. »

Reviendra-t-elle transformée par son expérience sénégalaise ? « Mes proches seront les meilleurs juges. Mais oui, je pense que je suis plus ouverte, patiente et tolérante. »

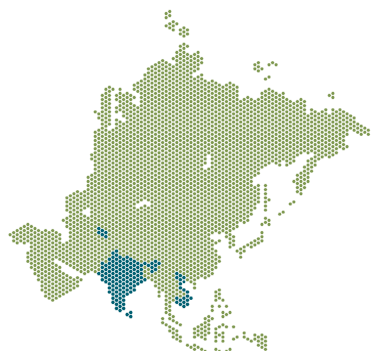
EN ASIE, DES COMMUNAUTÉS ET DES PERSONNES SONT TOUJOURS EXCLUES ET NE BÉNÉFICIENT PAS DES RETOMBÉES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE. LE CECI ET SES PARTENAIRES S'ADAPTENT ET RÉAGISSENT.



© Photo Pierre Bélangier

ASIE

VIETNAM — LA MISE SUR PIED DE COOPÉRATIVES AGRICOLES ET DE MARKETING DU BAMBOU REPRÉSENTE UN GRAND DÉFI ET DE BELLES AVANCÉES POUR LES GROUPES MINORITAIRES. ↓



CAMBODGE
INDE
NÉPAL
TADJIKISTAN
VIETNAM

- 14** GRANDS PROJETS EN 2005-2006
- 77** EMPLOYÉ-E-S NATIONAUX
- 19** VOLONTAIRES UNITERRA NORD-SUD
- 4** VOLONTAIRES UNITERRA SUD-NORD ET SUD-SUD

Les populations démunies et exclues subissent encore plus gravement les effets des catastrophes naturelles et des conflits politiques. Au Vietnam et au Népal, le CECI et ses partenaires travaillent auprès des communautés locales pour en réduire les terribles conséquences.

Les effets désastreux du tsunami de 2004 ont mis en lumière la grande vulnérabilité des populations qui vivent sur les côtes, souvent dans des conditions extrêmement difficiles. Tous les ans, le Vietnam subit de graves inondations qui provoquent des dommages évalués à des dizaines de millions de dollars. En fait, plus de 70 % des 80 millions d'habitants du Vietnam vivent avec les risques d'inondation. Les conséquences sont graves : destructions des maisons, des infrastructures, des récoltes et pertes de vies humaines. Le gouvernement vietnamien a identifié ce cycle annuel de destruction comme l'une des causes majeures de la pauvreté au pays.

Le CECI, présent au Vietnam depuis 1991, a mené un projet dans 60 villages de la région centrale du Vietnam afin que les collectivités locales se dotent de plans et d'activités de réduction des risques : amélioration des systèmes de drainage et des aqueducs, pavage des ruelles, plans d'urgence et projets de protection des sols pour contrer les conséquences de l'érosion. Ce projet, basé sur une approche participative de concertation, permet ainsi aux communautés et autorités locales d'établir des plans d'actions, ➔



CECI — ASIE

DIRECTION ASIE — NÉPAL
Julia Sánchez, directrice régionale
julias@ceci.ca

NÉPAL

Keshava Koirala, représentant
keshavak@ceci.org.np
135, Naya Basi Marg, Baluwatar
G.P.O. Box 2959, Kathmandu
T (977) 14.41.44.30 · F (977) 14.41.32.56

CAMBODGE

Song Kimhour, coordonnateur
hour@ceciasia.org
182, Street 63, Sangkat Boeung Keng Kang 1
Chamkar Morn
P.O. Box 2443, Phnom Penh — 3
T (855) 23.21.75.61 · F (855) 23.21.75.61

INDE

Ratna Singh, directrice
ratnas.cbcdce@gmail.com
Centre for Business and Entrepreneurial
Development (CBED), 244/1, Vasant Vihar
Dehradun — 248006, Uttarakhand
T (91) 13.53.25.35.03 · F (91) 13.52.76.16.17

TADJIKISTAN

Germain Lafleur, chef de projet
germainl@ceci.ca
Hakim Karim Street #10, 735700, Khujand
T (992) 34.22.40.173 · F (992) 34.22.63.104

VIETNAM

Nguyen Thi Oanh, directrice
oanhn@ceci.org.vn
Block P, La Than Hotel, 218 Doi Can Street
Ba Dinh District, IPO Box 233, Hanoi
T (844) 76.28.422 · F (844) 76.28.423

d'identifier des priorités et de se donner des outils collectifs afin de diminuer les effets des catastrophes naturelles. Le CECI et ses partenaires visent à étendre ces interventions dans des régions montagneuses dans lesquelles ils travaillent déjà dans un projet financé par la Banque asiatique de développement et similaire à Sahakarya au Népal.

Au Népal depuis 1989, le CECI mène avec près d'une cinquantaine de partenaires locaux et régionaux des projets de réduction de la pauvreté, particulièrement auprès des communautés marginalisées des régions montagneuses. Depuis plus de 10 ans, les résultats du projet Sahakarya sont éloquentes : installations et remise en état de 50 000 systèmes d'eau potable; 40 000 participants aux projets de développement économique; en santé, plus de 5 000 femmes ont pu bénéficier d'un programme de formation à la nutrition de leurs enfants de la naissance à cinq ans.

La réalité complexe du Népal force les animateurs du projet à développer une approche du travail en situation de conflits et une sensibilité spécifique aux enjeux de l'exclusion sociale de certaines communautés. Au cours de la dernière année, cette préoccupation constante a fait en sorte d'augmenter de façon significative la participation des Dalit (caste des intouchables) et des Janajati, deux communautés particulièrement exclues. ■



© Photos Carine Guidicelli

← **SHANTIPUR** — VILLAGE DES MONTAGNES DU NÉPAL. AVANT L'INSTALLATION DE PUIITS D'EAU POTABLE, CERTAINES FEMMES DEVAIENT MARCHER 1 H 30 JUSQU'À LA SOURCE.

↑ LE CECI CONTRIBUE À L'INTÉGRATION DES POPULATIONS EXCLUES, COMME LES JANAJATI ET LES DALIT AU NÉPAL.

SOUTENIR L'AGRICULTURE POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ

L'équipe du CECI et ses partenaires ont développé une riche expertise en soutien aux enjeux liés à l'agriculture, un moteur essentiel au développement des collectivités et à la lutte à la pauvreté.

Dans la province du Sugd au nord du Tadjikistan, le projet Facilitating Agricultural Reform and Marketing Sugd (FARMS) vise à soutenir les agriculteurs et agricultrices dans leurs fermes collectives privées au moment où le pays entreprend un vaste programme de réforme agricole. FARMS appuie leurs pratiques pour rentabiliser les fermes, mais aussi l'exercice de leurs droits et de leur participation politique pleine et entière au processus de la réforme.

D'un budget de cinq millions de dollars pour cinq ans, FARMS entend contribuer à l'amélioration de la productivité et de la performance économique des entreprises agricoles par : le perfectionnement des capacités de gestion et de planification; l'adoption de nouvelles techniques agricoles et d'irrigation; l'appui aux associations afin qu'elles prennent une part active au processus politique de la réforme.

D'octobre à décembre 2005, des missions d'experts sur le développement des marchés, celui du coton notamment, ont permis d'évaluer les besoins de formation et les niches de marché potentielles pour le coton biologique et d'autres produits cultivés sans l'utilisation de pesticide. →



KAREN BARKLEY VOLONTAIRE UNITERRA AU NÉPAL

« Je suis arrivée au Népal le 11 janvier 2006, peu de temps avant le déclenchement de la crise politique qui a secoué le pays », raconte Karen. Il s'agit de sa deuxième mission après un séjour au Niger de 2003 à 2005. Les débuts de son mandat de conseillère au développement organisationnel à la Federation of Community Forest User Groups (FECOFUN), ont été marqués par les événements politiques. En avril, elle a dû, avec d'autres coopérants, quitter le pays pour la Thaïlande pendant une dizaine de jours.

FECOFUN est un réseau national regroupant neuf millions de népalais qui œuvrent pour que les communautés locales contrôlent la gestion de la forêt, ainsi que la vente et la distribution de ses produits. « Comme l'organisation est très impliquée dans les changements politiques en cours, les travaux à l'interne ont été un peu suspendus. Je travaille actuellement avec une ONG membre de la fédération, explique-t-elle. Le pays est aux prises avec de grands problèmes d'exclusion sociale des femmes, des castes et des groupes ethniques.

« Mon expérience ici m'a donné le plus grand respect pour le courage du peuple népalais. C'est une occasion unique d'observer de l'intérieur de tels changements sociaux au moment où ils se produisent. »

Les mesures développées dans le cadre de ce projet contribueront à améliorer les conditions de vie des producteurs agricoles, de leur famille et de toute la communauté.

PÉRENNITÉ DES INTERVENTIONS PAR LES PARTENAIRES

Depuis 1999, le Kosovo relève des défis énormes de reconstruction de ses structures politiques et économiques suite à la fin du communisme et à une guerre dévastatrice. Avec des terres cultivables de plus d'un million d'hectares, les secteurs de l'agriculture et de la sylviculture sont très importants pour l'avenir de cette région. « Le Kosovo importe des fruits et des légumes alors que ses producteurs locaux pourraient approvisionner eux-mêmes leur marché s'ils avaient de meilleures techniques pour assurer la qualité des produits », explique **Kathleen McLaughlin**, chargée de projets Asie au CECI.

Au cours des deux dernières années, le CECI a accompagné son principal partenaire le *Kosovo Development Center* dans deux projets de soutien aux producteurs agricoles et sylvicoles. Ils appuyaient, entre autres, des formations techniques et la plantation d'arbres fruitiers. « Nos interventions ont surtout porté sur le renforcement de notre partenaire, qui est plus en mesure maintenant de poursuivre le travail. Ses compétences lui ont permis de diversifier ses sources de financement internationales. C'est une retombée très positive de nos projets et une source d'espoir pour l'avenir », dit M^{me} McLaughlin.

INDE

Bien que le CECI ait souhaité poursuivre le projet *Community-Based Economic Development* arrivé au terme de ses cinq années, la fin des relations d'aide bilatérale des petits bailleurs de fonds, décrétée par le gouvernement indien, y a mis fin définitivement. Depuis janvier 2006, le CECI continue d'apporter son support à une nouvelle organisation autonome, *Centre for Business and entrepreneurial development* (CBED), née dans la foulée du programme. Ainsi, ce projet qui a soutenu les coopératives de producteurs dans les régions montagneuses de l'Inde a été pris en charge par les ONG locales. Elles visent toujours à réduire la pauvreté dans ces régions, en aidant le développement des marchés agricoles et l'identification des besoins en santé des femmes et des enfants et en éducation des communautés. ■



© Photo Mamurkhan Akamov



↑ **TADJIKISTAN** — LE PROJET FARMS AMÉLIORE LES CONDITIONS DES AGRICULTRICES ET ACCROÎT LA CONNAISSANCE DE LEURS DROITS À TITRE DE PROPRIÉTAIRES FONCIÈRES.

FORUM SOCIAL MONDIAL DE KARACHI

En mars 2006, Uniterra a soutenu la participation des représentants de FECOFUN qui travaille en sylviculture communautaire, de la Fédération nationale de l'épargne et du crédit (NEFSCUN) et de l'Association coopérative des producteurs laitiers (CMPCU) au FSM de Karachi.

La rencontre leur a permis de présenter leurs projets, établir des contacts et échanger avec des mouvements sociaux de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh. Les ateliers portant sur les expériences népalaises ont suscité un vif intérêt et des échanges

riches et passionnants, essentiels à la construction d'un « Autre monde possible ». D'ailleurs, les trois organismes sont maintenant impliqués très activement dans l'établissement de réseaux régionaux et internationaux dans leurs secteurs d'activités.

La NEFSCUN accueillait en juin 2006 une rencontre du réseau sud-asiatique des Associations coopératives d'épargne et de crédit à Katmandou. La CMPCU travaille à l'organisation d'un réseau national et international des producteurs de lait et la FECOFUN à la mise sur pied du Forum social du Népal.



© Photo Carine Guidicelli

AMÉRIQUES

BOLIVIE
EL SALVADOR
GUATEMALA
HAÏTI
PÉROU



- 17 PROJETS EN 2005-2006
- 74 EMPLOYÉ-E-S NATIONAUX
- 43 VOLONTAIRES UNITERRA NORD-SUD
- 15 VOLONTAIRES UNITERRA SUD-NORD ET SUD-SUD

CECI — AMÉRIQUES

BOLIVIE

DIRECTION AMÉRIQUES

Norman MacIsaac, directeur régional
normanm@ceci.ca

Pasaje Juan J. Salgueiro # 2347
Sopocachi, B.P. 13520, La Paz
T (591) 2.241.1767 · F (591) 2.241.2307

CANADA

Michel Chaurette, directeur général
michelc@ceci.ca

3000, Omer-Lavallée
Montréal (Québec) H1Y 3R8
T (514) 875.9911 · F (514) 875.6469

EL SALVADOR

Alan Quinn, délégué et chef de projet
alanq@ceci.ca

Avenida Hueytepec, No. F-10
Arcos de Santa Elena, Antiguo Cuscatlan
T (011.503) 2221.3954
CELL (011.503) 7706-0619
F (011.503) 2289-1647

ÉTATS-UNIS

David Brown, délégué
1666 K Street N.W. 7th Floor
Washington DC, USA 20006
T & F (202) 293.7601

GUATEMALA

Ana De Mendez, directrice
anad@ceci.ca

15 ave. «A» 19-61, Zona 13
Guatemala Ciudad
T (502) 23.32.13.97 · F (502) 23.32.70.65

HAÏTI

Guypsym Michel, directeur
guypsym@ceci.ca

Rue M. Latortue, Musseau
B.P. 16104, Port-Au-Prince
T (509) 24.99.585 · F (509) 24.59.577

PÉROU

Christopher Yeomans, délégué
clyeomans@prodiálogo.org

Av. Primavera 1477, Monterrico, Lima 33
T (511) 24.76.837

DE NOUVELLES INITIATIVES ÉMERGENT DANS LES AMÉRIQUES EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT RURAL, DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE ET DE LA PROMOTION DU COMMERCE ÉQUITABLE.

Dans les Amériques, le CECI et ses partenaires poursuivent leur travail terrain sur des enjeux comme la prévention de la violence juvénile, la santé et la gestion de l'eau. La dernière année a toutefois été marquée par une série d'événements de promotion et de mobilisation des réseaux de l'économie solidaire et du commerce équitable.

En novembre 2005, la tenue en Bolivie d'une rencontre internationale sur ces thèmes a réuni plus de 200 organisations de 17 pays, dont 12 d'Amérique du Sud. Un mois plus tard, une délégation du réseau sud-américain de l'économie solidaire participait au Sommet des Amériques tenu à Mar del Plata en Argentine. Les représentants y ont présenté la Déclaration de Cochabamba, un appel pour une reconnaissance politique accrue de l'économie solidaire, une réforme fiscale plus juste et équitable entre grands et petits producteurs, et entre les riches et les pauvres.

Les signataires de la Déclaration ont insisté aussi sur les besoins de renforcer la coopération Sud-Sud dans les réseaux du commerce équitable et sur la nécessité de mettre en place des systèmes de certification participatifs et accessibles aux petits producteurs.

Une démarche similaire de sensibilisation populaire et politique est aussi en cours en Équateur et au Guatemala. « Le CECI soutient les réseaux nationaux guatémaltèques du tourisme social depuis quelques années déjà. Nous avons cependant constaté que le commerce équitable est assez peu connu et reconnu ici, même si quelques ONG →

← **GUATEMALA, AVRIL 2006** — L'OURAGAN STAN A FAIT DE NOMBREUSES VICTIMES QUI ONT TOUT PERDU. LES FAMILLES HABITANT TOUJOURS DANS LES REFUGES ONT HÂTE DE RECONSTRUIRE LEUR DEMEURE ET DE RECOMMENCER À CULTIVER LEUR TERRE.



ÉLISABETH DESGRANGES VOLONTAIRE UNITERRA AU GUATEMALA

Élisabeth est volontaire au Guatemala depuis deux ans. Elle vit sa première expérience de coopération internationale. « J'avais voyagé en Amérique centrale et participé à des projets ponctuels. J'ai eu besoin de m'impliquer plus activement et à plus long terme. »

Elle est conseillère pédagogique pour APREDE, une organisation qui œuvre à la prévention de la délinquance et à la diminution du problème des gangs de rue, dans deux maisons pour les jeunes à Guatemala et à Antigua. « Je travaille en appui à la coordination, à l'élaboration des activités et des programmes éducatifs. »

Nous offrons aux jeunes des alternatives éducatives pour leur permettre de terminer leur éducation primaire, acquérir une formation technique. Nous offrons un soutien psychologique et nous travaillons à leur insertion professionnelle. »

La coopération lui donne une connaissance plus réelle des rapports Nord-Sud et de la pauvreté. Son principal défi? « Au Québec, j'étais enseignante en formation personnelle et sociale. Les écoles sont des milieux très structurés, très organisés. Ici, tout est à inventer, c'est dur parfois, mais c'est aussi très stimulant. »

y travaillent. Nous avons réuni des partenaires locaux, des élus et des producteurs qui ont travaillé ensemble à l'élaboration d'une plate-forme guatémaltèque pour le commerce équitable. Elle porte, entre autres, sur la sensibilisation du public et les besoins d'appuis techniques à la commercialisation », explique **Caroline Marcel**, conseillère Uniterra sur le commerce équitable et le tourisme social au Guatemala.

UNE PREMIÈRE BOUTIQUE AU GUATEMALA

Au début de juillet 2006, l'ouverture de la boutique Diez Mil Pueblitos à Antigua s'ajoute à la démarche de promotion et de mobilisation. « Nous avons choisi de l'établir à Antigua, car 94% des visiteurs passent par cette ville. La boutique devient donc un lieu de promotion unique pour le tourisme social et pour le commerce équitable. »

Ouverte en juillet 2006, la boutique Diez Mil Pueblitos résulte d'un partenariat unique avec l'organisme montréalais MondÉquitable.

Il s'agit de la première boutique du genre en Amérique centrale. C'est une expérience inédite et innovatrice de partenariat avec l'organisme MondÉquitable, qui administre la boutique Dix mille villages à Montréal », poursuit M^{me} Marcel. « Leur appui financier et organisationnel a été essentiel aux origines mêmes du projet. MondÉquitable a fourni les capitaux et des appuis techniques pour démarrer le projet. De plus, l'organisation canadienne va continuer de conseiller l'équipe d'ici au cours des prochaines années. »

Selon M^{me} Marcel, les défis de la prochaine année porteront sur l'amélioration continue du fonctionnement interne, sur la promotion de la boutique et sur la consolidation des liens avec les producteurs. « Comme c'est une première expérience, les gens nous regardent aller. Nous souhaitons en faire un succès, un modèle à reproduire! », lance M^{me} Marcel avec enthousiasme. ■

© Photo Patrick Allery



HAÏTI

APRÈS UNE ANNÉE CHARNIÈRE POUR HAÏTI,
LES ORGANISATIONS CANADIENNES ET HAÏTIENNES
TRAVAILLENT MAIN DANS LA MAIN AU RENFORCEMENT
DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE. LA DIASPORA
CANADO-HAÏTIENNE LES APPUIE.

CANADA – HAÏTI

DES LIENS RENFORCÉS

Un nouveau consortium de quatre organisations canadiennes de coopération internationale a lancé cette année le Programme de coopération volontaire d'appui à la gouvernance en Haïti avec Corps canadien. Il réunit l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC), la Fondation Paul Gérin-Lajoie (FPGL), le Service d'assistance canadienne aux organismes (SACO) et le CECL.

« Ce programme n'est pas basé sur l'envoi de volontaires de nos organisations respectives en Haïti. L'objectif premier du programme est plutôt de susciter des relations partenariales entre des organisations canadiennes et haïtiennes. Nous souhaitons agir comme une bougie d'allumage pour qu'elles développent entre elles des relations durables. C'est certainement un des aspects les plus innovateurs de cette initiative », explique **Gérard Côté**, chargé de projets au CECL et coordinateur des activités du consortium.

Après quelques mois d'opération, des ententes sont déjà signées. « Nous avons mis en contact des gens d'Avocats sans frontières et des organisations de défense de droits haïtiennes, de la CSQ et de la Fédération canadienne des enseignantes et enseignants et des commissions scolaires haïtiennes ou encore entre des organisations de femmes. De premiers séjours d'échanges ont eu lieu au cours des derniers mois. La souplesse de la formule, qui prévoit des séjours courts et, dans certains cas, plusieurs visites entre les partenaires, aide au recrutement de personnes très qualifiées et toujours actives dans leur domaine », dit M. Côté. Il ajoute : « Par la nature du consortium, on est en mesure de travailler avec des organisations de toutes les provinces canadiennes. »

Des secteurs d'activités ont été ciblés spécifiquement pour ce programme, d'une durée

À L'ÉCOLE SAINT-MARC, LES JEUNES SAVENT QUE L'ESPOIR HAÏTIEN PASSE PAR LA SCOLARISATION, ALORS QUE LE TAUX D'ALPHABÉTISATION DANS LEUR PAYS EST DE 52%. →

prévue de trois ans. « Nous allions les forces des membres du consortium et les besoins sur le terrain. C'est pourquoi nous allouons près de 50% des ressources aux domaines liés à l'éducation, que ce soit la formation du personnel enseignant, l'offre scolaire — qui ne répond pas à la demande actuellement en Haïti — ou l'enseignement post-secondaire et la formation professionnelle. Le soutien au renforcement de la société civile est aussi un objectif important », poursuit M. Côté. Le programme a aussi pour objectifs de soutenir les partenariats dans le développement économique du secteur privé et l'appui aux réformes en cours dans l'administration publique.

« Un autre aspect intéressant du programme porte sur la participation de conseillers volontaires haïtiens accueillis au Canada par leurs partenaires d'ici pour des stages et des séjours d'échange. Ici encore, le programme sert de cadre général, toujours dans le but d'aider à l'établissement de collaborations à long terme. Les organisations canadiennes assument la logistique du séjour et l'accompagnement des partenaires haïtiens », dit M. Côté.

Des efforts de sensibilisation et de recrutement visent particulièrement la communauté canado-haïtienne. « On cherche aussi à impliquer activement des organisations et des individus de la diaspora haïtienne afin qu'elle dépasse son rôle de principal soutien économique du pays et qu'elle puisse partager ses expertises, notamment les domaines de l'intervention sociale et communautaire », conclut Gérard Côté. ■



© Photo Steeve Duguay

UN DÉVELOPPEMENT LOCAL FONDÉ SUR LA CONCERTATION, L'INCLUSION SOCIALE ET LA PLANIFICATION PARTICIPATIVE.

L'équipe du CECL en Haïti est impliquée depuis de nombreuses années dans le soutien au développement local. « Nous y avons une équipe solide, qui a acquis l'expérience et la crédibilité dans le milieu pour mener à bien ce type de projets », souligne **Bernard Cloutier**, chargé de projets Amériques au CECL.

Le projet Gouvernance pour l'environnement dans le Nord-Est, (2000–2005) illustre éloquemment l'approche du CECL et ses partenaires. Dans les communes de Capotille, Carice, Mont-Organisé et Ouanaminthe, frontalières avec la République Dominicaine, il prévoyait, entre autres, un programme de formation et de renforcement des capacités locales qui a permis l'alphabétisation de milliers de personnes et l'élaboration de plans de développement élaborés par les communautés locales. Au plan environnemental, 82 enseignants et 3 600 élèves

ont reçu des cours sur la protection de l'environnement et 1600 exploitants agricoles utilisent désormais des techniques antiérosives. Le fonds d'appui aux programmes d'investissements communaux a financé 45 sous-programmes, dont la réhabilitation de trois écoles et l'aménagement de points d'eau potable auxquels 1800 familles ont maintenant accès. Au total, toutes ces initiatives changent les conditions de vie de la population, qui comprend mieux les enjeux parce qu'elle participe aux décisions.

En plus des résultats très concrets, les retombées de ce projet ont amené les groupes et les institutions à travailler ensemble. « Dans nos projets d'appui au développement local, nous misons sur le renforcement des structures existantes afin qu'elles jouent pleinement leur rôle aujourd'hui et dans l'avenir », dit M. Cloutier. ■



SOLIDARITÉS

© Photo Carine Guiffreilli

DIFFÉRENTES FAÇONS D'AGIR ENSEMBLE AU NORD, POUR UN MONDE SANS PAUVRETÉ.

TOUJOURS MOBILISÉ-E-S

Amélioration substantielle de l'aide internationale; règles commerciales justes et équitables; annulation de la dette des pays pauvres; couverture des besoins dans les protections sociales et pauvreté des enfants, voici précisément les demandes qu'a portées et défendues le CECI tout au long de l'année, au Québec avec la campagne Un monde sans pauvreté et au Canada avec les neuf agences de coopération volontaire (coalition des ACV). L'ensemble des organisations engagées représente plus de 150 millions de personnes dans le monde entier.

« L'importance de ce genre de mobilisation est de faire prendre conscience aux gens de leur pouvoir individuel et collectif de changer les choses. Bien plus que simplement voter une fois tous les quatre ans, c'est là notre réel pouvoir démocratique! », explique **Luck Mervil**, chanteur engagé et parrain du CECI.

CHAQUE GESTE COMPTE

En 2005-2006, plus de 215 000 Canadiennes et Canadiens ont signé la pétition en ligne pour presser le gouvernement canadien d'agir. Le CECI a participé à deux journées de rencontres avec les députés fédéraux de toutes allégeances politiques. Membres de la corporation, anciens et nouveaux volontaires du CECI, sympathisants, toutes et tous ont signé la pétition et fièrement affiché leur bracelet blanc, symbole que plus aucune excuse ne justifie autant de pauvreté! ■

VIE ASSOCIATIVE

Cette année, la vie associative du CECI a pris son plein envol sous la coordination de Jean-François Simard, membre du conseil d'administration, vice-président à la vie associative. Lors de l'Assemblée générale de septembre 2005, les membres de la Corporation ont voulu reconnaître la contribution de nos anciens et anciennes, de nos donateurs et donatrices, de nos partenaires, de tous nos sympathisants et sympathisantes. Les statuts ont été amendés pour ajouter une nouvelle catégorie de membres : **les Ami-e-s du CECI**.

Ainsi, fort de 90 membres de la corporation actifs, le CECI bâtit avec cette nouvelle catégorie un véritable réseau de personnes et d'organisations résolument engagées dans le développement international, qui ont à cœur de garder contact avec le CECI et d'appuyer sa cause. Des rencontres d'information se sont tenues à Québec, Gatineau et Montréal pour recruter ces nouveaux membres et le CECI peut déjà compter sur près de 60 Ami-e-s.

Devenir membre des Ami-e-s du CECI, c'est recevoir des informations régulières sur nos activités, des invitations aux retrouvailles, des appels à passer à l'action et à appuyer nos campagnes. C'est également une façon de se familiariser avec le CECI avant, peut-être, de devenir membre régulier de la Corporation. ■

Pour devenir Ami-e :
<lesamisetamiesduceci@ceci.ca>

AVEC LA PARTICIPATION DES 404 VOLONTAIRES UNITERRA EN 2005-2006, DE NOUVELLES SOLIDARITÉS SONT NÉES ENTRE DES ORGANISATIONS DU CANADA, DONT DU QUÉBEC, DE L'ONTARIO ET DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : L'AFRIQUE, LE GUATEMALA, LE NÉPAL, LE VIETNAM. ↓



UNITERRA

COOPÉRER

Après deux ans d'activités, le programme Uniterra, fruit du partenariat entre l'Entraide Universitaire Mondiale Canadienne (EUMC) et le CECI, est en plein essor. En 2005-2006, 404 volontaires ont pu se rendre sur le terrain, partager leurs expertises et contribuer aux activités des partenaires d'Uniterra.

Cent dix volontaires du Sud œuvrant dans les secteurs de l'agriculture, la santé, l'éducation de base, le VIH/SIDA, en défense des droits des femmes et auprès des jeunes se sont rendus dans d'autres pays du Sud. Une trentaine de ces volontaires sont aussi venus au Canada pour renforcer certaines compétences.

Ainsi, avec l'appui du programme québécois Québec sans Frontières, deux jeunes guatémaltèques, Walter Manuel Méndez Ralda de l'association Takalik et Zoila Martina Hernandez Miranda de la coopérative Nuevo Horizonte, ont participé pendant près de deux mois aux activités de l'auberge L'Autre Jardin, une entreprise d'économie sociale de la Ville de Québec. Pour **Zoila Martina Hernandez Miranda**, « le plus important, c'est que cet échange m'a permis

de réaliser que des personnes au Canada sont vraiment impliquées dans la solidarité internationale et l'appui aux mouvements sociaux! »

ÉDUIQUER

Pendant sept semaines, à raison de trois heures par semaine, 75 personnes ont participé à la formation Introduction générale à la coopération internationale. Dispensée par le Centre de formation, étude et conseil (CFÉC) pour Uniterra, cette formation en forte demande a circulé à Gatineau, Québec et Montréal au printemps et à l'automne 2005.

INFLUENCER

Uniterra veut aussi encourager l'engagement de la population et des organisations canadiennes en faveur des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Plus de 175 000 personnes ont été sensibilisées et informées à travers différents événements et campagnes portés par Uniterra et ses partenaires.

Certains ont posé des gestes plus concrets : 2 000 ont agi comme bénévoles, plus de 20 000 bracelets blancs d'appui à la campagne Un monde sans pauvreté ont été distribués et plus de 300 parutions médiatiques ont illustré le travail accompli par Uniterra cette année. ■



... EN TOUTE SÉCURITÉ

Au Népal, un soulèvement populaire, en Haïti, des enlèvements, au Guatemala, l'un des plus haut taux de criminalité au monde. Agir pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion, c'est œuvrer dans des pays fragiles où conflits et insécurité font partie du quotidien.

Avec ses dizaines de volontaires qui travaillent dans différentes parties du monde, le CECI est très conscient de l'importance de leur assurer une sécurité maximale. Où qu'il soit, le coopérant doit savoir quoi faire lors d'une situation qui pourrait mettre sa sécurité en péril. « Nous avons travaillé cette année à un canevas uniforme du guide de sécurité. Des éléments doivent être adaptés au contexte particulier de chaque pays, mais les principaux éléments sont les mêmes partout », indique **Juan Gonzalez**, coordonnateur des ressources humaines du CECI.

On y retrouve des conseils pratiques : mettre à jour régulièrement ses documents de sécurité, comme le plan d'évacuation et le plan d'itinéraire du domicile ; se munir d'une trousse de survie et d'urgence ; aviser le CECI d'un déplacement ou d'un voyage et s'enregistrer auprès des ambassades et consulats canadiens. Le guide fournit aussi aux coopérants différents conseils sur la santé et les comportements à adopter avec les autorités et la population de leur pays d'accueil. ■

CONGÉ SOLIDAIRE

Malgré la solidarité et l'envie de contribuer au développement d'un monde plus juste, partir pour une mission de coopération d'un an ou deux n'est pas un choix à la portée de tous. Lancée en mars 2006, l'initiative Congé solidaire offre une opportunité unique aux entreprises, privées et

publiques, et à leurs employés de s'initier à la coopération internationale par des missions de courte durée, de deux à trois semaines, en appui technique ou professionnel dans des organisations partenaires d'Uniterra au Sud.

« Congé solidaire rend la coopération internationale plus accessible aux employés, qui vivront cette expérience pour la première fois. Elle permet aussi à l'entreprise de passer de mécène ou donateur à acteur social, en acceptant de libérer ses employés pour la durée du projet », souligne **Claire Moran**, responsable de Congé solidaire. Le projet compte déjà sur l'appui de plusieurs firmes privées et d'organisations publiques, dont la Ville de Montréal.

Congé solidaire offre aux participants d'utiliser leurs compétences pour répondre à un besoin précis. « J'avais besoin de faire quelque chose de plus que d'envoyer un chèque. Le Congé solidaire est une formule souple, qui tombait à point pour moi. Le mandat étant bien défini, on répond à un besoin très concret, malgré le court délai », explique **Philippe Chevalier**, conseiller chez Samson Bélair/Deloitte & Touche.

Participant à une première mission-pilote de Congé solidaire à l'automne 2005, il s'est rendu deux semaines à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. « Je devais monter un système informatique de gestion de la production, des stocks et des transactions pour Songtaaba, une association de femmes productrices de beurre de karité. »

Une expérience qui a changé son regard sur la coopération internationale, résumée trop souvent, selon lui, aux efforts d'aide d'urgence. « J'ai découvert d'autres facettes et l'ampleur du travail de coopération, qui ne font pas les manchettes, mais qui ont des effets plus durables. »

La première mission a remporté un vif succès tant auprès des participant-e-s que chez les organisations qui les ont reçus. Un deuxième groupe est parti en juillet 2006. « Nous visons le départ de 30 congés solidaires pour la prochaine année », indique Claire Moran. ■

FORMATION

GENRE ET DÉVELOPPEMENT DROITS DE LA PERSONNE

Réaliser notre mission demande un effort soutenu et spécifique de renforcement du pouvoir individuel et collectif des femmes. Le CECI y consacre des énergies et des ressources par sa politique Genre et développement (GED), fondée sur des principes d'égalité et d'équité entre les femmes et les hommes.

L'approche GED est aussi un outil de sensibilisation et de formation. Cette année, par exemple, cette expertise a servi à la formation de nouveaux membres du personnel de l'ACDI. Hélène Lagacé, responsable GED au CECI, a également dispensé cette formation au personnel du Ministère des communications du Maroc.

Le travail du CFÉC rayonne bien au-delà des pays d'intervention du CECI; ses spécialistes ont dispensé de nombreuses formations, dont celle intitulée Approche de développement basée sur les droits de la personne à l'équipe de l'ACDI en Égypte qui s'en servira désormais dans chacune de ses interventions.

« Des spécialistes GED sont présentes dans la moitié des 13 pays où Uniterra intervient, mais la politique s'applique partout. De nombreuses volontaires travaillent aussi directement avec des organisations de femmes », explique **Diane Bachand**, chargée de projets et responsable Genre et développement (GED) à Uniterra.

Le CECI travaille à différents niveaux, du local à l'international, comme l'illustre son appui important en 2005 à la Marche mondiale des femmes qui organisait le relais mondial de la Charte des femmes pour l'humanité.

« Ce relais se terminait en octobre 2005 au Burkina Faso. Ce projet a pu compter sur l'engagement et le dynamisme de huit volontaires et de Marietou Bah, responsable GED pour l'Afrique » souligne Diane Bachand. ■

NULLE PART AU MONDE, LES FEMMES JOUISSENT DES MÊMES DROITS QUE LES HOMMES. MALGRÉ LA CONTRIBUTION INDISPENSABLE QU'ELLES APPORTENT À LA VIE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LEUR PAYS ET DE LEUR COMMUNAUTÉ. →





COLLECTE DE FONDS : 1 510 000 \$

DES DIASPORAS IMPLIQUÉES ET MOBILISÉES

Été 2005 — Le Niger a vécu l'une des pires crises alimentaires de son histoire. Trois millions et demi de personnes ont été touchées, soit le tiers de la population. Deux mois plus tard, ce fut au tour de l'ouragan Stan de faire des ravages particulièrement au Guatemala et au El Salvador, des centaines de familles perdent tout, dont leurs terres endommagées, désormais non cultivables. Des refuges s'organisent.

Fidèle à son expertise dans ces pays, le CECI a décidé de travailler en urgence et post-urgence, avec les populations et les ONG locales. Dans ces deux catastrophes, les diasporas ont fait preuve d'un mouvement de solidarité formidable et organisé de nombreux événements bénéfiques pour les victimes : spectacles, collectes lors de matchs de soccers, dans les entreprises, dans les écoles, vente de café...

Le CECI apporte une contribution de 300 000 \$ au Niger et 500 000 \$ en Amérique centrale.

DES CONTRIBUTIONS ESSENTIELLES

Sous le thème « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en droit et en dignité... pourtant 50 000 personnes, dont un enfant toutes les trois secondes, meurent chaque jour », la campagne annuelle du CECI a sensibilisé plus de 10 000 personnes. Avec ses nouveaux outils, le don en ligne et les E_publications, il a mobilisé plus de sympathisants soucieux de savoir où va chaque dollar remis au CECI.

De plus, l'engagement des donateurs et des donatrices a permis d'assurer la continuité d'un projet majeur, Sahakarya au Népal. Ces dons privés (175 000 \$), contrepartie exigée par l'ACDI, ont servi d'important levier de financement à Sahakarya. Avec un budget total de 8,1 M de dollars sur 5 ans, il livre des résultats probants en nutrition des enfants, santé des femmes, développement économique rural et micro-crédit.

Agir en développement international dépend de plus en plus de la générosité des Canadiens et des Canadiennes. Le CECI tient à remercier tous ses donateurs et toutes ses donatrices sans lesquels bien des communautés ne pourraient pas améliorer leurs conditions de vie. ■



MARTINE FILION PARTENAIRE UNITERRA

Depuis 17 ans, Martine est formatrice en alphabétisation populaire à L'Atelier des lettres dans le Centre-Sud à Montréal. « Mon séjour au Sénégal lors de Dakar 2005 a été un véritable déclencheur. On a souvent l'habitude de constater les différences entre le Sud et le Nord. En assistant à la rencontre d'un Cercle d'alphabétisation dans un quartier de Dakar, j'ai découvert ce qui nous rassemble, ce que nous pouvons partager » raconte-t-elle.

« La lecture et l'écriture sont des outils d'émancipation. Des moyens pour exercer une pleine citoyenneté, amener les gens à réfléchir sur la société et à proposer des changements. Les femmes du Cercle discutaient des problèmes liés au paludisme et cherchaient des solutions. Elles ont tout naturellement lié l'alphabétisation à leur plan d'action. J'ai été fascinée de constater ce lien avec l'action sociale. Il donne un sens à mon travail dans un quartier défavorisé de Montréal. »

Au retour, Martine a proposé un projet de partenariat entre les Cercles sénégalais et le Regroupement des groupes populaires d'alphabétisation du Québec, où elle est fortement impliquée. « Nous prévoyons deux missions annuelles d'échanges au cours des trois prochaines années. Nous pourrions apprendre beaucoup de nos pratiques respectives, c'est très une grande source d'inspiration et de motivation. »

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres du conseil du Centre d'Étude et de Coopération Internationale

Nous avons vérifié le bilan du Centre d'Étude et de Coopération Internationale au 31 mars 2006 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Samson Bélaïr / Deloitte & Touche s.e.n.c.m.l.

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE
Comptables agréés
Le 7 juin 2006

ÉTAT DES RÉSULTATS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

	2006	2005
	\$	\$
PRODUITS		
ACDI Partenariat	5 914 596	6 822 400
ACDI Bilatéral et autres	10 006 887	10 313 073
Autres bailleurs de fonds	7 985 036	6 708 395
Dons	1 621 548	1 708 562
Contributions sous forme de services rendus (note 8)	3 737 812	4 798 878
Revenus de loyer	366 165	231 157
Autres revenus	219 981	169 945
	29 852 025	30 752 410
CHARGES		
Directions et services	6 016 022	5 590 504
Programmes	19 779 236	20 071 853
Contributions sous forme de services rendus (note 8)	3 737 812	4 798 878
Amortissement	316 974	266 801
	29 850 044	30 728 036
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	1 981	24 374

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

	Investis en immobilisations	Reçus à titre de dotation	Non affectés	Total 2006	Total 2005
	\$	\$	\$	\$	\$
		(note 7)			
SOLDE AU DÉBUT	1 499 898	38 385	753 638	2 291 921	2 667 247
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(310 845)*	-	312 826	1 981	24 374
Dons reçus à titre de dotation	-	-	-	-	300
Libération de dotations	-	(30 000)	-	(30 000)	(400 000)
Investissement en immobilisations, net du financement	302 528	-	(302 528)	-	-
SOLDE À LA FIN	1 491 581	8 385	763 936	2 263 902	2 291 921

* Comprend l'amortissement des immobilisations de 316 974 \$ et l'amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations de 6 129 \$.

BILAN

AU 31 MARS 2006

	2006	2005
	\$	\$
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	3 715 269	4 018 893
Débiteurs (déduction faite d'apports reportés de 449 070 \$; 5 773 \$ en 2005)	793 850	1 271 641
Avances à des partenaires	626 315	965 841
Charges payées d'avance	217 676	78 351
	<hr/>	<hr/>
	5 353 110	6 334 726
Immobilisations corporelles et incorporelles (note 3)	4 586 715	4 754 188
	<hr/>	<hr/>
	9 939 825	11 088 914
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	936 450	774 551
Apports reportés (déduction faite de débiteurs de 1 291 455 \$; 702 969 \$ en 2005)	3 644 339	4 768 152
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 5)	139 955	137 342
	<hr/>	<hr/>
	4 720 744	5 680 045
Apports reportés afférents aux immobilisations (note 6)	129 489	135 618
	<hr/>	<hr/>
Dette à long terme (note 5)	2 825 690	2 981 330
	<hr/>	<hr/>
ACTIFS NETS		
Investis en immobilisations	1 491 581	1 499 898
Reçus à titre de dotation (note 7)	8 385	38 385
Non affectés	763 936	753 638
	<hr/>	<hr/>
	2 263 902	2 291 921
	<hr/>	<hr/>
	9 939 825	11 088 914

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

	2006	2005
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges	1 981	24 374
Ajustements pour :		
Gain à la cession de placements	-	(31 020)
Amortissement des immobilisations	316 974	266 801
Amortissement des apports reportés	(6 129)	(6 896)
	312 826	253 259
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation (note 9)	(313 922)	51 012
	(1 096)	304 271
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dons reçus à titre de dotation	-	300
Augmentation de la dette à long terme	383 580	1 620 276
Remboursement de la dette à long terme	(536 607)	(74 327)
	(153 027)	1 546 249
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements	-	(5 146)
Cession de placements	-	391 268
Acquisition d'immobilisations	(149 501)	(1 515 727)
	(149 501)	(1 129 605)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(303 624)	720 915
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	4 018 893	3 297 978
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	3 715 269	4 018 893
Information supplémentaire		
Intérêts payés	190 319	88 330

Opération sans effet sur la trésorerie

Des dotations de 30 000 \$ ont été libérées et transférées aux apports reportés (note 7).

NOTES COMPLÉMENTAIRES

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

NOTE 1

DESCRIPTION DE L'ORGANISME

Le Centre d'Étude et de Coopération Internationale est constitué en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec*.

Il participe à des activités de développement économique, social et culturel dans les pays du Tiers-Monde par la formation, l'envoi de coopérants volontaires et d'assistants techniques, la réalisation de projets, la recherche et la publication d'ouvrages spécialisés.

NOTE 2

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes :

a. Constatation des produits

Le Centre applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus à titre de dotation sont constatés à titre d'augmentations directes des actifs nets.

b. Constatation des opérations étrangères

Le Centre comptabilise ses charges suivant les pratiques comptables suivantes :

- i. Les achats d'immobilisations engagées pour les activités outre-mer sont imputés comme charges d'exploitation, à l'exception des immobilisations des directions régionales qui sont capitalisées.
- ii. Les gains ou les pertes relatifs aux fluctuations des taux de change sont imputés aux programmes dans lesquels ils sont réalisés.
- iii. Les autres contributions à l'assistance technique du programme de volontariat et de partenariat représentent la participation des partenaires outre-mer aux allocations de séjour et au logement des volontaires.

c. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties selon les méthodes et les taux annuels suivants :

Bâtiments	linéaire	4 %
Mobilier et équipement	dégressif	20 % et 30 %
Bibliothèque	linéaire	5 %
Matériel audiovisuel	dégressif	20 %
Matériel roulant	dégressif	30 %
Logiciels	linéaire	25 %

d. Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice tandis que les éléments non monétaires sont convertis au cours du change historique. Les valeurs au marché sont converties en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours du change moyen en vigueur durant l'exercice. Les gains ou les pertes résultant de ces conversions sont imputés à l'état des résultats.

e. Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

NOTE 3

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	Évaluation Coût \$	Amortis- sement cumulé \$	2006 Valeur comptable nette \$	2005 Valeur comptable nette \$
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrain	869 445	-	869 445	869 445
Bâtiments	3 171 569	276 042	2 895 527	2 935 815
Mobilier et équipement	1 486 799	1 238 340	248 459	270 552
Bibliothèque	542 607	162 780	379 827	406 957
Matériel audiovisuel	35 719	34 838	881	1 102
Matériel roulant	305 353	176 443	128 910	184 158
	6 411 492	1 888 443	4 523 049	4 668 029
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Logiciels	134 709	71 043	63 666	86 159
	6 546 201	1 959 486	4 586 715	4 754 188

NOTE 4

EMPRUNT BANCAIRE

Le Centre dispose d'un crédit d'exploitation, d'un montant autorisé de 2 400 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel, garanti par une hypothèque mobilière et par l'universalité des créances et remboursable à demande.

NOTE 5**DETTE À LONG TERME**

	2006	2005
	\$	\$
Emprunt garanti par une hypothèque de 1 ^{er} rang sur un bâtiment d'un montant maximum autorisé de 1 121 250 \$, remboursable par versements mensuels de 3 738 \$, plus les intérêts calculés au taux de 7,05 %, échéant le 15 janvier 2017	934 375	979 225
Emprunt garanti par une hypothèque de 2 ^e rang sur un bâtiment, remboursable par versements mensuels de 4 050 \$, intérêts de 6,7 %, échéant le 15 février 2017	375 377	398 004
Emprunt garanti par une hypothèque de 1 ^{er} rang sur un bâtiment, remboursable par versements mensuels de 12 248 \$, intérêts de 6,5 %, échéant le 1 ^{er} octobre 2019	1 414 729	1 310 589
Emprunt garanti par une hypothèque de 1 ^{er} rang sur un bâtiment, remboursable par versements mensuels de 1 821 \$, intérêts de 6,5 %, échéant le 1 ^{er} octobre 2019	216 164	-
Emprunt remboursable par versements annuels de 6 250 \$ plus les intérêts, échéant en décembre 2009 et portant intérêt à 0 % pour les trois premières années, 1 % la quatrième année, 2 % la cinquième année, 3 % la sixième année, 4 % la septième année et 5 % la huitième année	25 000	31 250
Créditeurs liés à la construction du bâtiment à être financés par un emprunt hypothécaire de 1 ^{er} rang sur un bâtiment	-	399 604
	2 965 645	3 118 672
Tranche échéant à moins d'un an	139 955	137 342
	2 825 690	2 981 330

Les remboursements estimatifs en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2007	139 955
2008	145 631
2009	152 344
2010	159 183
2011	160 235

NOTE 6

APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS

Les apports reportés afférents aux immobilisations représentent des apports reçus pour acquisition d'immobilisations. Ils sont amortis selon les mêmes méthodes et taux que les immobilisations correspondantes.

Les variations de l'exercice sont les suivantes :

	2006	2005
	\$	\$
Solde au début	135 618	142 514
Amortissement de l'exercice	6 129	6 896
Solde à la fin	129 489	135 618

NOTE 7

ACTIFS NETS REÇUS À TITRE DE DOTATION

Les actifs nets reçus à titre de dotation sont composés :

- d'un montant de 4 305 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Pelletier. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant l'éducation et la formation des filles et des femmes;
- d'un montant de 4 080 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Jean Bouchard. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant les besoins humains fondamentaux.

Au cours de l'exercice, les donateurs ont autorisé que la somme de 30 000 \$ pour le Fonds Jean Bouchard soit utilisée pour des projets d'aide internationale.

NOTE 8

CONTRIBUTIONS SOUS FORME DE SERVICES RENDUS

Les contributions sous forme de services rendus représentent la valeur de la contribution fournie par les participants aux programmes de coopération volontaire. Cette valeur a été révisée à la suite d'une étude réalisée par le CECI en 2006. Celle-ci prend en compte les changements survenus dans les programmes de coopération volontaire et le travail de volontariat effectué au Canada. L'étude s'appuie sur des données récentes de Statistique Canada. Les conclusions obtenues ont donné lieu à un redressement de la valeur présentée aux états financiers en 2005.

NOTE 9

VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION

	2006	2005
	\$	\$
Débiteurs	477 791	(207 455)
Avances à des partenaires	339 526	(728 530)
Charges payées d'avance	(139 325)	10 070
Créditeurs et charges à payer	161 899	(98 341)
Apports reportés	(1 153 813)	1 075 268
	(313 922)	51 012

NOTE 10 ENGAGEMENTS

En vertu de contrats de location d'équipements renouvelables et non résiliables échéant jusqu'en janvier 2010, le Centre s'est engagé à verser la somme de 86 296 \$ de la manière suivante :

	\$
2007	26 155
2008	21 405
2009	19 368
2010	19 368

NOTE 11 ÉVENTUALITÉS

Le Centre fait l'objet de litiges dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis que ces litiges n'auront pas d'effet important sur la situation financière. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée.

Le Centre a signé des ententes d'association avec d'autres organisations pour la réalisation de projets. Face aux bailleurs de fonds, ces ententes rendent le Centre responsable de manière conjointe et solidaire avec ces autres organisations. Au 31 mars 2006, les ententes signées totalisent près de 68 000 000 \$ et viennent à échéance jusqu'en juillet 2009. La direction est toutefois d'avis qu'il n'y a pas de risque important car toute association pour la réalisation d'un projet fait l'objet d'un contrat entre les organisations dans lequel sont précisées clairement les responsabilités financières respectives des associés.

NOTE 12 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de change

Le Centre effectue plusieurs transactions en devises et est donc exposé aux fluctuations des devises. Le Centre ne gère pas activement ce risque, les gains ou les pertes de change faisant partie des coûts des programmes.

Risque de taux d'intérêt

La majorité de la dette à long terme porte intérêt à des taux fixes. Par conséquent, les risques de trésorerie sont minimes.

Juste valeur

Les justes valeurs de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur des immeubles, déterminée selon la méthode du revenu, au 7 janvier 2005, est d'environ 6 000 000 \$ pour les deux immeubles. Selon la méthode de comparaison, la juste valeur est sensiblement la même.

La juste valeur de la dette à long terme n'a pas été évaluée en raison des dates d'échéance et des taux d'intérêt qu'elle comporte, qui sont comparables à ceux du marché, la juste valeur est donc semblable à la valeur comptable.

NOTE 13 CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

TOUTES LES ACTIVITÉS DU CECI AU CANADA ET DANS LE MONDE N'AURAIENT PU ÊTRE POSSIBLES SANS LE FINANCEMENT DE NOTRE PARTENAIRE CANADIEN, L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (ACDI).



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

MEMBRES DE LA CORPORATION · 2005–2006

ANCIENS COOPÉRANTS

BOUVETTE, André
 JOURNEAULT, Johanne
 HAVARD, Chantal
 LAFRANCE, Myriam
 LAVERGNE, Valérie
 LEBLANC, Clémence
 MARCEL, Caroline
 MARCHESSAULT, Gigi
 MORAIS, Nicole
 NDEJURU, Radegonde
 OUELLET, Marie-Marthe
 PAINCHAUD, Sylvie
 PARENT, Élizabéth
 POULIOT, Charles
 PROULX, Nathalie
 RIEL, Patricia
 RINFRET, Louis-André
 ROBERT, Brigitte
 SAULNIER, Anne-Marie
 SIMARD, Tony
 TREMBLAY, Sylvie
 VITEZ, François

MEMBRES VENANT

**DES ORGANISMES
 DE COOPÉRATION
 INTERNATIONALE**
 CHAURETTE, Michel
 HÉBERT, Ernest
 JODOIN, Michèle
 JOHNSON, Pierre-Marc
 JUNEAU, Pierre
 LAVIGNE, Marc
 PAL, Mariam
 PAQUET-SÉVIGNY, Thérèse
 PARENT, Lucie
 RACICOT, Pierre
 SAMSON, Michel
 ST-JEAN, Benoît
 VÉZINA, Monique

COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE

BERNIER, Marc-François
 CORBO, Claude
 CÔTÉ, Bernard
 DÉCALUWÉ, Bernard
 KEATON, Robert
 MERCURE, Daniel
 OUELLET, Richard
 POTVIN, Fernand
 SIMARD, Jean-François
 TOUSIGNANT, Jacques
 VINCELETTE, Jean

MEMBRES D'INSTITUTIONS RELIGIEUSES

BÉLANGER, Pierre, S.J.
 BLONDEAU, Lucie Sr
 DUFOR, Mario
 GOULET, Louis-Joseph, S.J.
 LAPIERRE, François Mgr
 LEDUC, Gisèle Sr
 LEFEBVRE, Marcel
 LEVAC, Jacques, S.J.
 LUSSIER, Gilles Mgr
 MORIN, Mireille Sr

MILIEU DES AFFAIRES

BATRIE, Raymond
 BEAULIEU, Christiane
 BÉLISLE, Michel
 BIBEAU, Pierre
 BILODEAU, Ronald
 DELISLE, Marie-Andrée
 DÉSILETS, Georges
 DION, Pierre
 LABONTÉ, Benoît
 LEMARIER, André
 PICHETTE, Pierre
 ROY, Raymond
 TRUNG, Nguyen

AUTRE PROVENANCE

ALAVO, Yves
 BAH, Boubacar
 BOILY, Nicole
 BOISVERT, Antonin
 COTÉ, Pierre F.
 DESFOSSÉS, Alain F.
 JEAN, Michaëlle
 LECLERC, Yvon
 LETENDRE, Robert
 MERVIL, Luck
 NEAMTAN, Nancy
 NORMAND, Robert
 PAPINEAU, Claude
 PELLETIER, Jean
 PROULX, Marie-Ève
 SAINTE-MARIE, Paule
 SAMSON, Annie
 SAUVAGE, Danielle

MERCI À NOS DONATEURS!

Les donateurs suivants ont versé des contributions de 1000 \$ et plus, hormis ceux qui ont préféré garder l'anonymat.

Association Québécoise
 des C.P.E.
 Bélisle Michel
 Bouchard Thérèse
 Brassard Sylvie
 Caisse Centrale Desjardins
 Canadian Center for Policy
 Alternatives
 Canadian Women's C.E.D.
 Council
 Carrefour jeunesse de
 l'Outaouais
 CCE Business Entreprises Inc.
 CÉGEP du Vieux Montréal
 Centre des Jeunes
 Francophones de Toronto
 Gouvernement du Québec
 Collège Sainte-Marcelline
 Concert Louise Pitre
 Conférence
 St-Vincent-de-Paul
 Congrégation de
 Notre-Dame
 Congrégation des Sœurs
 Notre-Dame Auxiliatrice
 Coopérative Fédérée du
 Québec
 Corporation of the Sisters of
 St-Martha
 Dostie Patricia
 Duffresne Jean-François
 Faulém Inc.
 Fédération de la jeunesse
 franco-ontarienne

Filles de la Charité du
 Sacré-Cœur de Jésus
 Filles de
 Marie-de-l'Assomption
 Filles du Cœur de Marie
 Filles Réparatrices du Divin
 Cœur
 Fiset Jacques
 Fondation communautaire
 du Grand Québec
 Fondation Émilie Jauron
 Fondation Internationale
 RONCALLI
 Fondation Léo Brassard
 Fondation RBC
 Fondation Yvon Boulanger
 Frères de St-Gabriel
 Frères du Sacré-Cœur
 Friperie Coderr
 Gardner Camille
 Guy Denyse
 Insertech Angus
 Jobin Roger
 L'Aide aux Missions
 L'Art du Développement
 Lavoilette Gérard
 Lépine Yolande
 Lewis Mike
 Maclsaac Normand
 Mclsaac Adam
 Mclsaac Jeanne & John
 Missionnaires Oblates de
 St-Boniface

Nolin Branding & Design
 North Island College
 Oblates Franciscaines de
 Saint-Joseph
 Œuvres Caritatives les Filles
 de Jésus
 Perras Claude
 Petites Filles de Saint-Joseph
 Regroupement québécois
 des coopérants et
 coopérantes du travail
 Religieuses Trinitaires
 Réseau des entreprises
 d'économie sociale
 solidaire
 Réseau québécois du crédit
 communautaire
 Samson Bélair Deloitte &
 Touche
 Sauvé Nicole
 Simpson Joni
 Sisters of Saint Joseph of
 Toronto
 Smedley Patricia A
 Sœurs Adoratrices du
 Précieux Sang
 Sœurs de l'Institut Jeanne
 D'Arc
 Sœurs de l'Immaculée de
 Gênes
 Sœurs de la Charité d'Ottawa
 Sœurs de la Charité de
 Québec
 Sœurs de la Charité de
 Saint-Hyacinthe

Sœurs de la Présentation
 de Marie
 Sœurs de la Providence
 Sœurs de la Sainte-Famille
 de Bordeaux
 Sœurs de Miséricorde
 Sœurs de Saint-François
 d'Assise
 Sœurs de Saint-Joseph de
 Saint-Hyacinthe
 Sœurs de Saint-Joseph de
 Saint-Vallier
 Sœurs de Saint-Paul de
 Chartres
 Sœurs de Sainte-Marthe de
 Saint-Hyacinthe
 Sœurs des Saints Noms de
 Jésus et de Marie
 Sœurs Maristes
 Sœurs Missionnaires de
 l'Immaculée-Conception
 St-Onge Marie-Hélène
 St-Pierre Martin-Charles
 Taylor Kristy
 Ten Thousand Villages
 UPA Développement
 international
 Ursulines de l'Union
 Canadienne
 Ville de Montréal
 Vincelette Jean
 White Raven Consulting
 Women's Economic Equality
 Society



CECI
3000, rue Omer-Lavallée
Montréal (Québec)
H1Y 3R8 Canada
T 514.875.9911
F 514.875.6469
info@ceci.ca
www.ceci.ca
www.publications.ceci.ca